

PROPOSITIONS POUR LE BUDGET DE 2018 – FAITS SAILLANTS

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES DU COMITÉ DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES POUR LE BUDGET 2018 –

*Le présent document est un sommaire des propositions faites pour inclusion dans le budget de 2018.
Une description plus détaillée est disponible sur demande à tardif@results.org*

Proposition relative aux Dépenses

Le thème retenu pour les consultations pré-budgétaires cette année est celui de l'amélioration de la productivité et de la position concurrentielle. L'amélioration de la productivité se définit par l'accroissement de la production ou des ventes pour la même quantité d'investissements par un acteur économique canadien.

La présente soumission établira qu'une catégorie de dépenses gouvernementales bien spécifiques permettra cet accroissement de la production et des ventes: celles du développement international.

Les dépenses en matière de développement international régressent depuis trop longtemps. De tous les postes majeurs du gouvernement, c'est le poste qui a été le plus coupé: 9% de réduction au total par rapport au niveau des dépenses de 2011. Quand on examine le ratio des dépenses par rapport au Revenu National Brut, on voit une chute de près de moitié au cours des vingt dernières, un phénomène unique quand on prend la peine d'examiner les dépenses publiques.

Il faut à tout prix ramener l'aide étrangère à 0,5% du Revenu National Brut, où elle a déjà été sous la précédente administration libérale.

En quoi augmenter substantiellement l'aide étrangère permettra-t-il d'augmenter la productivité canadienne?

Tout d'abord signalons que l'augmentation de l'aide étrangère se justifie par la seule nécessité morale de protéger nos frères et sœurs qui sont en danger et n'ont pas de quoi subvenir à leurs besoins, et que le leadership canadien, en cette année où le Canada mène les destinées du G7, est indispensable dans ce domaine.

Mais il se trouve qu'une augmentation intelligente de l'aide étrangère augmentera aussi à terme les débouchés des industries canadiennes.

Si on fait un état des lieux, voici ce qu'on constate :

- les programmes d'éducation de base financés par le Canada ont été coupés de près de moitié,
- ceux d'approvisionnement en eau et assainissement stagnent à tout juste \$100 millions de dollars par année (moins de 3% du budget) et
- ceux de micro-finance ont presque disparu

(voir <http://globalpovertysolutions.ca/> et en particulier http://globalpovertysolutions.ca/docs/CIDA%20and%20WB%20Programming%20in%20Microfinance_FINAL.pdf, <http://globalpovertysolutions.ca/docs/WASH-Ph2-Report-EN.pdf> et <http://www.globalpovertysolutions.ca/docs/Canadian%20Funding%20for%20Global%20Education.pdf>)

Voici pourtant ce qui a été prouvé économétriquement:

- Chaque année supplémentaire de scolarisation d'une fille augmente sa production de 12%¹
- Pour chaque augmentation de 1% du taux de diplomation des filles au secondaire, le PNB d'un pays augmente de 0,3%²
- Le coût de la malnutrition est évalué à entre 4% et 5% du PNB mondial³
- Un enfant qui reçoit une alimentation adéquate augmentera sa production à l'âge adulte de 20% et aura 10% plus de chances de posséder sa propre entreprise⁴
- Le rapport bénéfice-coût d'un investissement en nutrition est de 16 pour 1 (voir Global Nutrition Report 2016)
- Investir dans la santé infantile et la lutte contre les pandémies augmente la production des ménages

À l'inverse, il est clair que plus d'un quart de la main-d'oeuvre future de la planète souffre d'un retard de croissance, ce qui se traduit par une capacité cognitive irrémédiablement réduite et un plus faible apport à l'économie mondiale. Si de plus, une proportion importante de la main-d'oeuvre de demain est peu éduquée et de surcroît doit consacrer une large part de son énergie à combattre les maladies qui affectent ses familles, il est clair que le potentiel de croissance de l'économie mondiale est limité.

Cette situation affecte de manière disproportionnée la productivité d'une économie ouverte comme celle du Canada. Il est en effet très préjudiciable à notre économie que nos partenaires futurs, clients aussi bien que fournisseurs, performant en deçà de leur potentiel. Cela se traduit par moins de ventes, moins d'innovations dont nous pourrions bénéficier pour réduire nos coûts etc...

Il convient de rajouter qu'un investissement très spécifique est particulièrement utile pour protéger la productivité du Canada: le financement de la lutte contre les maladies infectieuses. Pour un pays où les flux de visiteurs et de migrants sont singulièrement élevés comme le Canada, les maladies comme l'ébola ou la tuberculose sont de véritables menaces. Il faut tout spécialement mentionner ici le risque attaché à la tuberculose pharmaco-résistante: résultant d'une application incomplète des traitements contre la tuberculose simple, la tuberculose pharmaco-résistante est difficile à détecter, facilement transmissible (un simple toussotement ou un rire dans un espace restreint suffisent), potentiellement mortelle et chaque traitement est très long et coûte au bas mot des dizaines de milliers de dollars. Chacun se souviendra de l'impact du SRAS sur l'économie de Toronto. Il faut donc prendre ce genre de

¹ <https://www.malala.org/brookings-report/the-worlds-best-investment-girls-education>

² <https://www.malala.org/brookings-report/the-worlds-best-investment-girls-education>

³ <http://www.fao.org/zhc/detail-events/en/c/238389/>

⁴ https://www.unicef.org/earlychildhood/index_40748.html

menaces très au sérieux considérant que les foyers infectieux pour la seule tuberculose pharmaco-résistante se comptent par centaines de milliers.

Il faut rajouter pour terminer que l'importance de financer la recherche contre la tuberculose pharmaco-résistante a été soulignée de façon spécifique par la déclaration des dirigeants du G20 cette année, et il serait important que le budget de 2018 donne suite à cette déclaration, qui constitue en quelque sorte une police d'assurance pour la productivité du Canada.

Propositions Relatives aux Revenus

Trois avenues méritent d'être explorées :

- Considérer l'établissement d'une taxe sur les transactions financières internationales

Plusieurs pays ont déjà mis en œuvre cette taxe qui génère des centaines de millions de dollars de revenu, tout en stabilisant les transactions financières et en décourageant la spéculation.

La productivité des Canadiens, lesquels dépendent d'une économie basée sur les échanges internationaux, est minée par les fluctuations qu'entraîne la spéculation.

Même des milliardaires comme Bill Gates ont recommandé qu'on étudie la mise en place d'une taxe sur les transactions financières internationales. Ce serait un bon engagement à prendre dans le prochain budget. Il est bon de se rappeler que sous le précédent gouvernement libéral, la Chambre des communes avait précisément voté une motion en faveur de l'établissement d'une taxe de style Tobin, sur les transactions financières.

Les produits d'une taxe sur les transactions financières pourraient servir à financer en partie les augmentations au budget d'aide internationale mentionnés plus haut.

- Prendre le leadership pour une taxation juste sur le plan mondial

Les échappatoires fiscales permettent à certaines multinationales de payer des redevances arbitraires entre succursales et de transférer leurs revenus dans des paradis fiscaux. Cela prive des gouvernements comme ceux du Canada de milliards de dollars de revenu et sape la position concurrentielle des Canadiens. Il faut que le Canada profite de sa position au G7 pour prendre le leadership d'une coalition de pays afin de mettre fin, enfin, à ces pratiques abusives.

- Augmenter la TPS et les taxes harmonisées de 1%

Le Directeur Parlementaire du Budget a dit par le passé que la baisse de la TPS plaçait l'administration fédérale dans une position de déficit d'opération structurel. Il faut remédier à la situation et se donner une marge de manœuvre financière d'une manière qui ne rebutera pas les Canadiens. 1% d'augmentation est pour ainsi dire imperceptible mais créerait un coussin budgétaire important.

